

Evaluation des politiques publiques : ce n'est qu'un début !

ECONOMIE

C'est une véritable amplification de la démarche d'évaluation des politiques publiques que le secrétaire d'Etat chargé de la prospective, de l'évaluation des politiques publiques et du développement de l'économie numérique, Eric Besson a annoncé dans sa communication au Conseil des ministres du 2 juillet 2008. Une communication qui a précédé de quelques jours les premières Rencontres de la modernisation de l'Etat organisées au Palais des Congrès à Paris les 9 et 10 juillet 2008, un an après le lancement de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). En effet, d'une part le Conseil national de l'évaluation cède sa place à une Mission d'évaluation des politiques publiques qui "*regroupe des fonctionnaires qui viennent d'horizons*

et de cultures différents et qui s'appuie sur les missions du Centre d'analyse stratégique pour produire des évaluations dans des délais adaptés à l'accélération de l'action publique". D'autre part Eric Besson prévoit un élargissement du nombre d'évaluations et du champ des politiques couvertes, un développement de la formation à l'évaluation, une valorisation plus importante, en particulier auprès du grand public, ainsi que la recherche d'une plus grande cohérence. Dans cette perspective, il a assuré que chaque année serait préparé un plan national d'évaluation. Un site internet sera ouvert ; il donnera accès à des outils communs ainsi qu'aux rapports d'évaluation rendus publics. Faisant le bilan des efforts déjà accomplis dans ce domaine, il a souligné que "*les*

instruments de l'évaluation existent" et qu'"*il suffit de les mobiliser*". Une démarche qui bien au-delà, des méthodes et des instruments, nécessite à la fois une impulsion politique, et ce qui n'est peut-être pas le plus simple, un changement de culture. **PP**

350 ! C'est le nombre de fonctionnaires ou de consultants qu'a mobilisé la Révision générale des politiques publiques de juillet 2007 à mai 2008 pour évaluer et proposer les évolutions de l'Etat dans le cadre des 25 missions qui ont été auditées. En dehors de cela, d'autres évaluations ont été réalisées en 2007, notamment sur la Journée de solidarité et sur la "flexicurité".